



5 novembre 2019

(19-7469)

Page: 1/4

Comité de l'agriculture

Original: français

NOTIFICATION

La communication ci-après, datée du 4 novembre 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la **Suisse**. La notification concerne les mesures prises dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (**tableau NF:1**) pendant **l'année civile 2018**.

Conformément aux prescriptions en matière de notification dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (**tableau NF:1**), la notification ci-après fournit des détails sur les programmes suisses en faveur de ces pays.

Tableau NF:1

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 16:2 DE L'ACCORD: SURVEILLANCE
DE LA SUITE DONNÉE À LA DÉCISION SUR LES MESURES CONCERNANT
LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR
LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES:
SUISSE**

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2018

1 QUANTITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE FOURNIE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS ET AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES:

Depuis l'année 2012, la Suisse est partie contractante à la Convention relative à l'assistance alimentaire. L'assistance alimentaire suisse se compose de contributions en espèces et de livraisons de produits laitiers d'origine suisse.

La fourniture d'assistance alimentaire dans des situations d'urgence et chroniques est une des manières décisives dont le mandat humanitaire Suisse de sauvegarde de vies humaines et de soulagement des souffrances est mis en pratique. En abordant les défis de la sécurité alimentaire mondiale, la Suisse fait preuve d'une perspective globale, en accord avec le défi "Faim Zéro" du secrétaire général des Nations Unies et la double stratégie en matière de sécurité alimentaire. L'assistance alimentaire est complétée par les efforts de plaidoyer mondial de la Suisse et son engagement dans la lutte contre les causes profondes de la faim, par exemple au moyen du soutien à la recherche agricole, de la promotion des petits agriculteurs et de la réduction des pertes après récolte.

La Suisse travaille en partenariat étroit avec des organisations internationales sur l'assistance alimentaire, en particulier avec le Programme alimentaire mondial (PAM). De tous les programmes et fonds de l'ONU, le PAM est celui qui reçoit le montant le plus élevé de l'aide humanitaire suisse. . En réaction à la crise alimentaire mondiale de 2008, la Suisse a augmenté de manière significative ses contributions au PAM d'environ CHF 50 millions en 2008 à CHF 66 millions en 2018.

Depuis 2018, l'aide alimentaire de la Suisse se constitue de contributions financières au Programme alimentaire mondial (PAM). L'utilisation finale de l'aide alimentaire financière fait l'objet d'un accord contractuel annuel entre la Suisse et le PAM. Selon cet accord, pour l'Algérie et la République Populaire Démocratique de Corée où les programmes du PAM dépendent de la distribution de lait écrémé en poudre pour lutter contre la malnutrition chronique, le PAM a acheté ce produit en Suisse. Il est distribué pour enrichir l'alimentation avant tout dans le cadre de projets alimentaires scolaires et dans des établissements de santé. L'idée est d'améliorer la nutrition dans des situations d'urgence et dans des cas de malnutrition aigue. Les livraisons de produits laitiers d'origine suisse contribuent ainsi à prévenir les dommages physiques et mentaux occasionnés par la malnutrition.

Les prestations ne sont pas ventilées selon les critères "pays les moins avancés" (PMA) ou "pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" (NFIDC). En revanche, l'allocation des fonds de la Suisse pour des opérations d'assistance alimentaire se font selon les critères suivants: besoins (population touchée, urgence et lacunes financières), synergies potentielles avec des programmes suisses et présence d'un bureau de coopération suisse sur place.

2 INDICATION DE LA PART FOURNIE INTÉGRALEMENT À TITRE DE DON OU À DES CONDITIONS FAVORABLES APPROPRIÉES:

Toute aide alimentaire accordée par la Suisse est fournie intégralement à titre de dons.

3 ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE PRÉVUE AU PARAGRAPHE 3 III) DE LA DÉCISION:

3.1 Aide publique au développement (APD) de la Suisse

L'objectif global de la coopération internationale de la Suisse est de favoriser un développement durable mondial en vue de réduire la pauvreté et les risques globaux. Grâce à son aide au développement, la Suisse soutient les efforts des pays en développement afin d'améliorer les conditions de vie de leurs populations, de renforcer leur capacité à assumer une plus grande responsabilité et d'assurer leur développement par leurs propres moyens.

L'aide publique au développement (APD) de la Suisse s'est élevée à 3,02 milliards de francs en 2018. L'APD de la Suisse provient principalement des budgets de la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) et du SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques), les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales et de la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est. D'autres offices fédéraux, ainsi que les cantons et quelque 200 communes participent aussi à la coopération internationale de la Suisse.

3.2 L'assistance technique et financière aux pays en développement

La DDC est responsable de la coordination générale de l'assistance technique et financière aux pays et régions du Sud, soit la plupart des pays à faible revenu. Au travers de plus de 800 programmes et projets, la coopération au développement de la DDC concentre ses activités sur dix thèmes. Elle adapte les priorités en fonction des besoins de ses 21 pays et régions partenaires au Sud. Dans la perspective d'un développement durable, l'égalité entre hommes et femmes et la bonne gouvernance sous-tendent son action. La coopération au développement de la DDC repose sur deux piliers: (i) la coopération bilatérale avec les pays et régions prioritaires, c'est-à-dire avec les institutions étatiques, la société civile, les acteurs du secteur privé et les institutions de recherche; et (ii) la coopération multilatérale avec les organisations des Nations Unies, les institutions financières internationales, les réseaux et les fonds mondiaux.

Le SECO met en œuvre les mesures de politique économique et commerciale liées à la coopération au développement avec les pays à revenu moyen en particulier. Sa principale priorité est de soutenir une croissance durable sous l'angle économique, écologique et social, ce qui contribue à réduire la pauvreté et les inégalités. Le développement économique est basé sur la coopération avec les organisations mondiales spécialisées.

3.3 Coopération avec les pays en transition

A travers la coopération avec les anciens Etats socialistes dans les Balkans occidentaux, le Caucase du Sud et l'Asie centrale, la DDC et le SECO apportent conjointement leur appui à une transition durable vers la démocratie et l'économie de marché. Ils contribuent aux processus de réforme politique et économique dans les domaines de l'administration publique et des services, de la santé, de la distribution d'eau et d'énergie, de la formation professionnelle axée sur le marché du travail et de la promotion du secteur privé.

3.4 L'aide humanitaire et l'aide d'urgence de la DDC

Les opérations d'aide humanitaire de la DDC sont l'expression de la solidarité de la Suisse envers les groupes de population en détresse et sont fournies sans restrictions géographiques. La DDC œuvre pour la protection des intérêts des groupes de population vulnérables avant, pendant et après les périodes de conflit, de crise ou de catastrophe naturelle. Dans ce domaine, les mesures de prévention et de sensibilisation jouent également un rôle clé.

L'aide d'urgence suisse est opérée par le biais de divers canaux : la mobilisation d'experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et d'autres unités de crise; la distribution d'aide alimentaire par l'intermédiaire des organismes de secours suisses et du Programme alimentaire mondial (PAM); l'octroi d'un soutien financier aux activités du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et aux organisations humanitaires de l'ONU. La DDC soutient également des organisations humanitaires non gouvernementales actives sur le terrain.

Tableau 1: Fonds attribué aux PMA & PDINPA au titre de l'assistance alimentaire et nutritionnelle (CHF)

Pays	En espèces	En nature	Total
Afghanistan	2 500 000	0	2 500 000
Algérie ¹	2 100 000	0	2 100 000
Amérique Centrale	64 532	0	64 532
Bangladesh	2 580 000	0	2 580 000
Burkina Faso	1 865 000	0	1 865 000
Cameroun	558 646	0	558 646
Colombie	1 800 000	0	1 800 000
Costa Rica	59 255	0	59 255
Ethiopie	1 500 000	0	1 500 000
Global (plusieurs pays)	8 266 559	0	8 266 559
Haïti	1 700 000	0	1 700 000
Iraq	2 000 000	0	2 000 000
Kenya	305 889	0	305 889
Liban	800 000	0	800 000
Madagascar	1 320 000	0	1 320 000
Mali	2 351 088	0	2 351 088
Myanmar	2 500 000	0	2 500 000
Niger	2 600 000	0	2 600 000
Nigéria	3 490 000	0	3 490 000
Pakistan	500 000	0	500 000
République centrafricaine	1 000 000	0	1 000 000
République démocratique du Congo	4 847 394	0	4 847 394
République Populaire Démocratique de Corée ¹	5 000 000	0	5 000 000
Somalie	2 500 000	0	2 500 000
Soudan	2 500 000	0	2 500 000
Soudan du Sud	5 408 500	0	5 408 500
Syrie (République arabe)	1 817 885	0	1 817 885
Tchad	2 011 190	0	2 011 190
Territoires Palestiniens Occupés	5 000 000	0	5 000 000
Yémen	5 900 000	0	5 900 000
Total	74 845 938	0	74 845 938

Source: Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Direction du développement et de la coopération (DDC).

- 1 Pour l'Algérie et la République Populaire Démocratique de Corée où les programmes du PAM dépendent de la distribution de lait écrémé en poudre pour lutter contre la malnutrition chronique, le PAM a acheté ce produit en Suisse.